



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

DECLARATION FSU

CAPA du 27 janvier 2023

Madame le Recteur,

L'installation de cette première CAPA des personnels du 2nd degré s'effectue dans un contexte social fortement tendu, et plus encore au sein de l'Éducation nationale.

En effet, le 19 janvier, plus d'un million de personnes manifestaient partout en France à l'appel de toutes les organisations syndicales contre un projet de réforme des retraites injuste et injustifié, qui priverait chacune et chacun de 2 ans de vie en bonne santé à la retraite. Rien ne justifie le report de l'âge légal ni l'augmentation des durées de cotisation si ce n'est la volonté politique de réduire les droits à pension et de faire une nouvelle fois peser sur les seuls salariés le financement de nos retraites. Pour la FSU, une autre réforme est possible, en mettant notamment à contribution le capital et les super profits pour revenir à la retraite à 60 ans acquise en 1982.

Soulignons l'importante participation des personnels de l'Éducation Nationale à cette première journée d'action qui témoigne du profond malaise de nos métiers.

Rappelons que le 22 avril 2022, en pleine campagne électorale, le candidat Macron formulait la promesse d'une revalorisation « historique » de 10% pour tous les personnels et sans contreparties pour le mois de janvier 2023. Fausse promesse puisque ce matin, nous avons toutes et tous constaté que notre paye n'a pas bougé d'un centime. Fausse promesse puisque finalement tous les personnels ne verront pas leur rémunération augmentée de 10 %, et grand mépris puisque la majeure partie de cette « revalorisation » serait finalement conditionnée au « PACTE », actant le retour du "travailler plus pour gagner plus". Pour la FSU, les propositions annoncées ne prennent pas la mesure du retard salarial de nos métiers et font fi de la réalité des conditions de travail des personnels.

De ce côté, cette année encore, ce sont aussi les soldes dans l'Éducation Nationale où l'on brade des milliers d'heures d'enseignement qui pourraient pourtant améliorer fortement les conditions d'apprentissage des élèves dans les écoles, collèges et lycées publics. Par ailleurs, cette année, le ministre Pap Ndiaye innove et ouvre une semaine de démarque supplémentaire en demandant aux rectorats, sans aucune gêne et sans aucune raison pédagogique, de supprimer la technologie en classe de 6ème. Rappelons que depuis 2017, peu importe que les effectifs augmentent ou diminuent, peu importe qu'une pandémie dégrade fortement les conditions d'apprentissage, peu importe que les difficultés s'accroissent pour les élèves et les personnels, ce sont des milliers d'heures d'enseignement, plus de 1300 postes, qui sont supprimés au sein de notre académie.

Que ce soit sur les retraites, les salaires ou encore les conditions de travail, ces politiques néo libérales ne font que renforcer les inégalités professionnelles et sociales, ou encore la crise d'attractivité de nos métiers. Les personnels ne sont pas dupes et ont exprimé leur refus de voir se poursuivre ces politiques par leur participation à la journée d'action du 19 janvier, mais également en renforçant, à l'issue des élections professionnelles, la FSU en tant que première organisation syndicale de l'éducation nationale et plus particulièrement dans le 2nd degré.

Nous ne pouvons installer cette CAPA sans revenir sur les élections professionnelles à la suite desquelles la FSU est sortie confortée à l'échelle nationale comme à l'échelle locale. Cette victoire électorale doit être appréciée à sa juste valeur dans un contexte de reconfiguration des instances de dialogue social par lequel le gouvernement vise la destruction d'un syndicalisme ancré dans la réalité du quotidien des professions. Malgré cela, nos collègues ont de nouveau confirmé, de manière massive, leur attachement et leur forte adhésion aux valeurs, aux revendications, et au travail que mènent le SNEP, le SNUEP, le SNESUP, le SNUIPP et le SNES FSU pour notre service public et pour les personnels. Ce vote nous oblige et nous continuerons à porter la voix de toute la profession, voix à laquelle le ministère ne peut rester sourd.

Enfin, nous devons rappeler le mandat qui a été donné par nos collègues et qui est très clair : celui de la transparence des actes de gestion, d'une carrière pleine et entière accessible, de règles justes et équitables pour toutes et tous et d'une gestion des personnels respectueuse de chacune et chacun. Soyez persuadée que nous remplirons avec conviction l'engagement qui nous caractérise et le mandat qui vient de nous être confié. Nous aurons à cœur d'associer en permanence nos collègues à notre activité et de faire résonner leurs revendications dans cette instance. Nous continuerons à combattre la remise en cause par la loi de transformation de la fonction publique des prérogatives des CAPA.

De même que nous continuerons à dénoncer le mépris dont sont victimes les personnels de l'éducation nationale et à mettre en avant la dégradation de leurs conditions de travail en parallèle du mouvement social contre le projet de réforme des retraites, dès le mardi 31 janvier, à l'appel de l'intersyndicale, et dans les mois à venir.

Les commissaires paritaires de la FSU